



REPUBLIQUE DU SENEGAL

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR  
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL AMADOU SAKHIR MBAYE DE LOUGA**

**VERSION FINALE  
JUILLET 2015**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Dakar Pontylmm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel :Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail sspm@sspm.sn Fax: 33 867 68 01

## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>5</b>
<b>I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>10</b>
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	10
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	10
<b>II. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>10</b>
2.1 LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	11
2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	13
2.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) .....	13
2.2.2 La Commission des Marchés.....	13
2.3 LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	13
2.3.1 La Direction centrale des Marchés publics (DCMP).....	14
2.3.2 L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP).....	14
2-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	14
2-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	15
<b>III. SYNTHESE DE LA REVUE .....</b>	<b>15</b>
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL LIE A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	15
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante .....	15
3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP) ....	16
3.1.3. Cellule de Passation des marchés.....	17
3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel .....	17
3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés.....	18
3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés .....	18
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés .....	18
3.1.7. Autres.....	18
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES.....	19
3.2.1. Echantillon .....	19
3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHRASML en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007 .	20
3.2.3. Marchés conclus par AOO.....	20
3.2.4. Marchés conclus par Demandes Renseignement et Prix (DRP) .....	21
3.2.5. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP	27
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE.....	27
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE).....	27
3.4.1 Travaux effectués.....	27
.....	29
3.4.2. Résultats.....	30
<b>IV. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>30</b>
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	30
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES .....	31
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE .....	33

<b>V. STATISTIQUES DES ANOMALIES .....</b>	<b>33</b>
5.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DE L'APPEL D'OFFRES OUVERTS (AOO) .....	33
5.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) .....	34
<b>VI. ANNEXES.....</b>	<b>35</b>
6.1. DETAIL DES COMMANDES DIRECTES .....	36
6.2. FICHES SYNOPTIQUES.....	38
6.3. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....	54
6.4. REPONSE DU CABINET AUX COMMENTAIRES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....	56
6.5. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE .....	58

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CHRASML	Centre Hospitalier Régional Amadou Sakhir Mbaye de Louga
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance

TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par le Centre Hospitalier Régional Amadou Sakhir Mbaye de Louga (CHRASML), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le CHRASML, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent:

### Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour CHRASML

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	<b>Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés</b>	
1	<b>Commission des marchés:</b>  Les fonctions des suppléants n'ont pas été précisées dans l'acte de nomination des membres de la Commission.	Veiller à se conformer à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ; les représentants des autorités contractantes membres des commissions des marchés et leurs suppléants sont choisis en priorité parmi les agents dont la compétence en matière de passation de marchés

		publics est avérée. Ils ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la cellule de passation de marchés de l'autorité contractante.
2	<b>Cellule de Passation des Marchés:</b> La charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signée par les membres de la cellule n'a pas été mise à notre disposition.	Veiller à se conformer à l'arrêté N° 12 783 en date du 26 décembre 2012, le Responsable et tous les membres des Cellules de Passation des Marchés signent une déclaration, dans laquelle ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics.
3	<b>Plan de Passation des Marchés:</b> Le PPM est établi par décision n°000277/CHRASML/DIR/SAF en date du 04/02/2013 et publié dans le portail des marchés publics en date du 12/03/2013	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'établissement et à la transmission du PPM à l'ARMP et à la DCMP pour publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation
4	<b>Avis Général de Passation des Marchés:</b>  L'AGPM est établi par décision n°000338 en date du 13 mars 2013 et publié dans le journal l'observateur en date du 21 mars 2013.	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'établissement et la transmission de l'AGPM à l'ARMP et à la DCMP pour publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation
	<b>Rapports trimestriels</b>  Les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés et transmis à la DCMP et l'ARMP en 2013.	Élaborer et transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.
5	<b>Rapport annuel:</b> Le rapport annuel n'a pas été élaboré et transmis à la DCMP et l'ARMP en 2013.	Veiller à élaborer et à transmettre le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'article 143 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année.
6	<b>Archivage des dossiers:</b> Non exhaustivité de l'archivage des pièces	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et

	de marché.	d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché.
7	<b>Registre de Marchés:</b> Le registre des marchés du CHRASML pour la gestion 2013 n'est pas exhaustif.	Tenir un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Code des Marchés publics.
<b>B</b>	<b>Constats spécifiques aux marchés examinés</b>	
	<b>Marché conclu par appels d'offres ouverts: Service de nettoiemnts des locaux</b>	
8	Non-respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés.	Se conformer à l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour les réunions.
9	Violation de l'article 67.2 du CMP relatif à l'ouverture des plis en séance publique.	Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP.
10	Violation de l'article 67.4 du CMP: Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats.	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats ».
11	Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères de qualification (capacité financière, attestation de services faits de deux marchés similaires, etc.) mentionnés dans le DAO.	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP, relatives au respect des critères de qualification mentionnés dans le DAO au moment de l'évaluation des offres.
12	Les offres des candidats n'ont pas été archivées.	Veiller à archiver les offres des soumissionnaires conformément à la réglementation relative aux principes de transparence, d'équité et d'impartialité à la passation des marchés.
13	Violation de l'article 83.3 du CMP: Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.	Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, afin de permettre aux candidats non retenus d'exercer, le cas échéant, leur droit de recours.



14	Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis de l'attribution définitive.	Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.
15	Violation de l'article 44 du CMP: Défaut de fournitures de pièces administratives.	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP, relatives à la fourniture de pièces administratives (Quitus fiscal, attestations IPRES, CSS, Registre du commerce)
<b>Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix</b>		
16	Non-respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés. (Toutes les DRP)	Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions des membres de la Commission des Marchés.
17	Violation de l'article 78 du CMP relatif à la procédure de passation des DRP. (Toutes les DRP)	Se conformer à l'article 78 du CMP et de la circulaire du PM sur mise en œuvre de la procédure de DRP.
18	Lettres d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires. (Toutes les DRP)	Se conformer aux dispositions de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur l'invitation des fournisseurs et à l'information des candidats non retenus.
19	Les offres des candidats n'ont pas été archivées. (Toutes les DRP)	Veiller à archiver les offres des soumissionnaires conformément à la réglementation relative aux principes de transparence, d'équité et d'impartialité à la passation des marchés.
20	Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'information des candidats non retenus sur le rejet de leurs offres. (Toutes les DRP)	Veiller à informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, afin de permettre aux candidats non retenus d'exercer, le cas échéant, leur droit de recours.
21	Violation de l'article 53 du CMP: Non-respect des seuils de DRP. (DRP N°02)	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 53 du CMP relatives aux seuils de DRP.
22	Violation de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires suffisants. (DRP N° 02)	Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP, qui stipule que l'Autorité Contractante doit évaluer le montant estimé des fournitures et de s'assurer de l'existence de crédits préalables suffisants, le cas échéant, obtenir les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché

		est soumise conformément au Code des Obligations de l'Administration.
23	Violation de l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande. (DRP N°03, DRP N°04, DRP N°06, DRP N°07 et DRP N°08)	Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande qui fixe le minimum et le maximum de fournitures, arrêtées en valeur ou en quantité, susceptibles d'être commandées au cours d'une période déterminées.
24	Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 concernant l'attribution des marchés. (DRP N°03, DRP N°04, DRP N°06 et DRP N°07)	Veiller à se conformer à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pour attribuer le marché au candidat qui a présenté l'offre conforme évaluée la moins disante.
25	Violation de l'article 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives (Registre du commerce, NINEA, attestations IPRES, CSS, inspection du travail et quitus fiscal). (Toutes les DRP)	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP relatives à la fourniture de pièces administratives.
26	Marchés non-inscrits dans le plan de passation des marchés.  (DRP relative à l'acquisition de la centrale oxygène)	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP qui stipule qu'à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.
27	<b>Commandes directes:</b> Au cours de nos travaux, nous avons relevé des commandes directes pour un montant de 169 629 684 FCFA TTC.	Veiller à respecter des procédures de passation des commandes publiques.
28	<b>Absence de formation des membres de la commission des marchés en 2013:</b> Nous avons constaté les membres de la CM n'ont pas été formés en 2013, cela peut être à l'origine de plusieurs anomalies relevées.	Veiller à former s'inscrire les membres de la commission dans les séminaires de formation sur les procédures de passation des marchés publics.
<b>C</b>	<b>Exécution financière</b>	
29	Les contrats n'ont pas été archivés (AOO N°01 et DRP N°08)	Veiller à archiver les contrats afin de faciliter les travaux de contrôles sur l'exécution financière et de respecter la réglementation relative aux principes de transparence sur l'exécution du marché.

## I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

### *1.1. Contexte de la mission*

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

### *1.2. Objectifs de la mission*

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

## II. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

## 2.1 *Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- la Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- la Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- la Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- la Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- la Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- la Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- le Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- le Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- le Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret N°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;

- le Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- le Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- l'Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- l'Arrêté N°11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- l'Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- l'Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- l'Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- l'Arrêté N°11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- l'Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- la Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## **2.2 Les organes chargés de la passation des marchés**

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

### **2.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **2.2.2 La Commission des Marchés**

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

## **2.3 Les organes de contrôle et de régulation**

Le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

### 2.3.1 *La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)*

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret N° 2007-545 du 25 Avril 2007.

### 2.3.2 *L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)*

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N° 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

## 2-4 Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

✚ Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

✚ Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;



- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

### ***2-5 Les modes de passation des marchés***

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

## **III. SYNTHESE DE LA REVUE**

### **3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

#### **3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante**

L'hôpital Régional de Louga est créé en 1983 par El hadji Djily MBAYE. Il est érigé en Etablissement Public de Santé Hospitalier par décret n°2000-1165 en date du 19 décembre 2000.

Aujourd'hui, il fait travailler en son sein plus 300 personnes et assure des soins de santé à la population de la région.

Le CHRASML offre des prestations dans les domaines suivants:

- Service des Urgences;
- Service de pédiatrie;
- Service de gynécologie et obstétrique;
- Service de dermatologie;
- Service de chirurgie générale;
- Service d'orthopédie traumatologie;
- Service d'urologie;
- Unité de traitement ambulatoire PV/VIH;
- Maladies transmissibles;



Maladies non transmissibles;  
 Service de radiologie;  
 Service d'odontologie stomatologie;  
 Service d'ophtalmologie;  
 Service de rééducation fonctionnelle;  
 Unité de prise en charge du diabète;  
 Réanimation.

### **3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)**

Les textes portant nomination des membres de la Commission des Marchés du CHRASML sont établis par décision n°001446/MSP/DES/CHRASML/DIR/SAF en date du 31/12/2012.

Les membres de la Commission sont les suivants:

- Mr Abdou SARR, Président de la Commission Médicale	Président;
- (Celly KONATE,	Suppléant);
- Mr Mouhamadou TRAORE, Médecin Chef de Région	Membre;
- (Mr Aliou DIAW,	Suppléant);
- Mr Dame FAYE, Chef des Services Administratifs et Financiers	Membre;
- (Mr Modou NGOM,	Suppléant);
- Mr Théodore SENE, Chef Division maintenance	Membre;
- (Mme Sokhna FALL NDIAYE	Suppléante);
- Adama TRAORE, Comptable	Membre;
- (Hamady SOUMARE, Comptable	Suppléant);
- Mr Valdiodio NDIAYE, Représentant du Contrôleur Financier	Membre;
- (Mr Doudou NDIAYE, Suppléant);	
- Mme NDieumbout MBAYE, Responsable des Approvisionnements	Membre;
- (Mme Aminata CISSE,	Suppléante).

#### **Constats:**

Les fonctions des suppléants n'ont pas été précisées en violation de l'arrêté n°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

Les copies ou les décharges de la transmission des actes de nomination de la Commission des Marchés à l'ARMP et à la DCMP n'ont pas été archivées en violation de l'arrêté n°12 786 du MEF, pris en application de l'article 36 du CMP qui stipule que " Au plus tard le 5 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants sont communiquées à

l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et à la Direction centrale des Marchés publics".

### **3.1.3. Cellule de Passation des marchés**

Les textes portant nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés au sein du Centre Hospitalier Régional de Louga sont établis par décision n°001447/MSP/DES/CHRASML/DIR/SAF en date du 31 décembre 2012.

Les membres sont les suivants:

- |   |              |
|---|--------------|
| - Mr Olivier SAMBOU, Agent Comptable Particulier  | Président;   |
| - (Mr Lamine GOUDIABY,                            | Suppléant);  |
| - Mr Elhadji Moussa DIALLO, Contrôleur de Gestion | Membre;      |
| - (Mme Astou SIDIBE,                              | Suppléante); |
| - Mr Demba THIOUBOU, Représentant du Personnel    | Membre;      |
| - (Mme Aminata SIDIBE,                            | Suppléante)  |

### **Constats:**

La charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signée par les membres de la cellule n'a pas été mise à notre disposition.

Au terme de l'arrêté N°12 783 en date du 26 décembre 2012, le Responsable et tous les membres des Cellules de Passation des Marchés signent une déclaration, dans laquelle ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics.

Les copies ou les décharges des actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés transmis à l'ARMP et à la DCMP n'ont pas été mises à notre disposition.

### **3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Les rapports annuels et trimestriels n'ont pas été élaborés en violation de l'article 143 du CMP, qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année.

### **3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés**

#### **3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés est établi par décision n°000277/CHRASML/DIR/SAF en date du 04/02/2013 et publié dans le portail des marchés publics en date du 12/03/2013.

#### **Constats:**

Le Plan de Passation des Marchés n'a pas été établi au mois de janvier conformément à l'article 6 du CMP qui stipule que le PPM doit être élaboré et transmis à l'ARMP et à la DCMP pour publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.

#### **3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés**

L'AGPM est établi par décision n°000338 en date du 13 mars 2013 et publié dans le journal l'observateur en date du 21 mars 2013.

#### **Constats:**

L'Avis Général de Passation des marchés n'a pas été établi au mois de janvier, conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

Le CHRASML ne dispose pas de salle d'archive pour les dossiers relatifs aux marchés publics conformément au système d'archivage préconisé par l'ARMP.

### **3.1.7. Autres**

#### **Registre des marchés**

Le registre de marché du CHRASML pour la gestion 2013 n'est pas exhaustif, en violation de l'article 67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

#### **Manuel de procédures administratives, comptables et financières**

Le CHRASML n'a pas mis à notre disposition le manuel de procédures administratives, comptables et financières opérationnel (bonne pratique).

### 3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

#### 3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que le CHRASML a passé des marchés :

- par appel d'offres ouverts pour un montant de 18 000 000 FCFA TTC;
- par des DRP pour un montant de 53 334 439 FCFA TTC;
- par des commandes directes pour un montant de 169 629 684 FCFA TTC.

La liste des marchés reçue et échantillonnage:

Intitulés	Marchés reçus		Marchés couverts par la revue		Taux de couverture	
	Nombre de contrat en 2013	Montant en FCFA	Nbre de contrat en 2013	Montant en FCFA	Nombre	valeur
Appel d'offre ouvert (AOO)	01	18 000 000	01	18 000 000	100%	100%
Appel d'offre restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Marchés de prestations intellectuelles	-	-	-	-	-	-
Demande de renseignement et de prix	07	53 334 439	07	53 334 439	100%	100%
Entente directe	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>08</b>	<b>71 334 439</b>	<b>08</b>	<b>71 334 439</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les commandes directes relevées sur les documents comptables présentent un solde de 169 629 684 FCFA TTC, en violation des principes de libre accès à la commande publique, d'économie, de transparence et d'équité et des dispositions de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

Ces commandes directes portent essentiellement sur des achats de produits pharmaceutiques d'un montant de 123 386 185 FCFA TTC, de fournitures d'oxygène médical (centrale oxygène) d'un montant de 14 655 600 FCFA TTC, fournitures informatiques et d'accessoires d'un montant 5 060 500 FCFA TTC, fourniture de services de nettoyage d'un montant de 22 483 199 FCFA TTC. (Voir le détail en annexe).

### 3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHRASML en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### 3.2.3. Marchés conclus par AOO

Un seul (01) marché est conclu par appel d'offres ouvert pour un montant total de **18 000 000 FCFA TTC**.

#### Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés passés par AOO:

##### **AON N°01-13 -S-HASM - SERVICES DE NETTOIEMENTS DES LOCAUX - GIE BOOK DOLE - 18 000 000 FCFA TTC**

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et de l'attribution provisoire alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans les procès-verbaux.

Il existe un décalage entre la date prévue pour l'ouverture des plis sur l'avis d'appel d'offres publié (28 juin 2013) et celle de la tenue effective de la séance (27 juin 2013). Aucun document relatif à l'avis de report n'a été joint dans le dossier de marché.

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, en violation de l'article 67.4 du CMP.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP.

Pas de preuve concernant la publication de l'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP.

Les offres des soumissionnaires, les documents exigés dans le DAO (Capacité financière =19 000 000 FCFA, états financiers certifiés, attestation de services faits de deux (02) marchés similaires pour les trois (03) dernières années, attestation de redevance à l'ARMP etc.) et le contrat n'ont pas été archivés. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.

#### **3.2.4. Marchés conclus par Demandes Renseignement et Prix (DRP)**

Sept (07) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de **53 334 439 FCFA TTC**.

**Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:**

**DRP N°01-HASM/2013 - SERVICE DE GARDIENNAGES DES LOCAUX - ANAMRA - 6 230 400 FCFA TTC**

Les décharges ou accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans les procès-verbaux.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Seule l'offre de ANAMRA a été archivée dans le dossier. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché relatif au service de gardiennage.

**DRP N°02-HASM/2013 - GESTION ET EXPLOITATION DE LA CUISINE - NDIAMBOUR PRESTATION - 24 077 100 FCFA TTC**

Les lettres d'invitation n'ont pas été archivées en violation de l'article 78 du CMP relatif à la procédure de DRP.

Les décharges ou accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal.

Le marché estimé à 14 500 000 FCFA TTC est attribué à Ndiambour Prestation pour un montant de 24 077 100 FCFA TTC, en violation de l'article 53 du CMP relatif aux seuils de passation des marchés. Attestation d'existence de crédit n'a pas été mise à notre disposition, en violation de l'article 9 du Code des Marchés Publics qui stipule que l'Autorité Contractante doit évaluer le montant estimé des fournitures et de s'assurer de l'existence de crédits préalables suffisants, le cas échéant, obtenir les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché est soumise conformément au Code des Obligations de l'Administration.

Nous avons constaté que Ndiambour Prestation, attributaire du marché, n'a pas fourni de quitus fiscal, en violation de l'article 44 du CMP.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées dans le dossier. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.

**DRP N°03-HASM/2013 - PRODUITS D'ENTRETIEN - DETHIE GAYE -DJILY DIME - FATOU SEYE - 6 102 810 FCFA TTC**

Le nombre de fournisseurs invités est inférieur à cinq (05) en violation de l'article 78 du CMP.

Les décharges ou accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal.

L'AC n'a pas mentionné dans le contrat le minimum et le maximum de fournitures conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande.

Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies par les soumissionnaires, en violation de l'article 44 du CMP.

Le marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, en violation de l'article 70 du CMP relatif à l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées. Ainsi, nous ne pouvons donner aucune opinion sur la conformité de la passation du marché.

**DRP N°04-HASM/2013 - FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - DETHIE GAYE - ETABLISSEMENT MAMADOU TOURE - HOLDING DIAW - GIE KHADIMOU RASSOUL-INFORMATIQUE JUNIOR-EUROGRAPH - 3 649 483 FCFA TTC**

Les décharges ou accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.



Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal.

L'AC n'a pas mentionné dans le cahier des charges et dans le contrat le minimum et le maximum de fournitures conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande.

Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.

Le marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, en violation de l'article 70 du CMP relatif à l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.

**DRP N°06-HASM/2013 - MATERIELS ET FOURNITURES HOTELIERS - DJILY DIME - GIE DAROU KHOUDOSS - 3 441 490 FCFA TTC**

Les décharges ou accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier de marché.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal.

Les pièces administratives (Attestation Inspection du travail, Quitus fiscal et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.

L'AC n'a pas mentionné dans le cahier des charges et dans le contrat le minimum et le maximum de fournitures conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande.

Le marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, en violation de l'article 70 du CMP relatif à l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

**DRP N°07-HASM/2013 - FOURNITURE D'IMPRIMES - KADIC MULTISERVICES - HOLDING DIAW - EUROGRAPH - IMPRIMERIE DU FLEUVE - 9 833 156 FCFA TTC**

Les lettres d'invitation des fournisseurs n'ont pas été archivées en violation de l'article 78 relatif aux procédures de DRP.

Les décharges ou les accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal.

L'AC n'a pas mentionné dans le cahier des charges et dans le contrat le minimum et le maximum de fournitures conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande.

Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.

Le marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, en violation de l'article 70 du CMP relatif à l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.

### **DRP N°08-HASM/2013 - FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES - INFORMATIQUE JUNIOR- 5 160 000 FCFA TTC**

Les lettres d'invitation des fournisseurs n'ont pas été archivées en violation de l'article 78 relatif aux procédures de DRP.

Les décharges ou les accusés de réception des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP.

Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal.

L'AC n'a pas mentionné dans le cahier des charges et dans le contrat le minimum et le maximum de fournitures dans le cahier des charges et dans le contrat conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande.

Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des procédures de passation du marché.

### **3.2.5. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différents de l'ARMP**

Aucun recours n'a été enregistré auprès du Comité de Règlement des Différents (CRD).

### *3.3. Constats relatifs à l'exécution financière*

#### **AOO N°01 - SERVICE DE NETTOIEMENT DES LOCAUX - GIE BOOK DOLE - 18 000 000 FCFA TTC**

Le contrat n'a pas été archivé.

#### **DRP N°08 - FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES**

Le contrat n'a pas été archivé.

### **3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)**

#### **3.4.1 Travaux effectués**

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.



## Centrale oxygène

Les composantes de la centrale oxygène sont les suivantes:



Compresseurs



Réservoirs

---

GROUPEMENT  
GMS/SSPM





Générateurs



Groupe électrogène

### 3.4.2. Résultats

Au cours de nos travaux, nous avons constaté que le CHRASML a acquis une centrale oxygène par commande directe auprès du fournisseur Carrefour médical pour un montant de 14 655 600 FCFA TTC. Ce marché n'a pas été inscrit sur le PPM et l'autorisation de la DCMP n'a pas été archivée, conformément à l'article 76.2 du CMP.

## IV. RECOMMANDATIONS

### 4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Veiller à se conformer de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ; les représentants des autorités contractantes membres des commissions des marchés et leurs suppléants sont choisis en priorité parmi les agents dont la compétence en matière de passation de marchés publics est avérée. Ils ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la cellule de passation de marchés de l'autorité contractante;
- Veiller à se conformer à l'arrêté N° 12 783 en date du 26 décembre 2012, le Responsable et tous les membres des Cellules de Passation des Marchés signent une déclaration, dans laquelle ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics;
- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'établissement et à la transmission du PPM à l'ARMP et à la DCMP pour publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation;
- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'établissement et transmission de l'AGPM à l'ARMP et à la DCMP pour publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation;
- Veiller à élaborer et à transmettre les rapports trimestriels et annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'article 143 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet les rapports trimestriels et annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année;
- S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement exhaustif et d'archivage des documents de passation des marchés publics

élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché;

- Etablir un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- Mettre en place un manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.

#### **4.2. Recommandations relatives à la Passation des Marchés examinés**

##### **Marchés conclus par appels d'offres ouverts (AOO)**

- Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour les réunions;
- Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'ouverture des plis OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et transmis à tous les candidats » ;
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP, relatives au respect des critères de qualification mentionnés dans le DAO au moment de l'évaluation des offres;
- Veiller à archiver les offres des soumissionnaires conformément à la réglementation relative aux principes de transparence, d'équité et d'impartialité à la passation des marchés;
- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, afin de permettre aux candidats mécontents de faire des recours et réclamations à bon escient;
- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP, relatives à la fourniture de pièces administratives (Quitus fiscal, attestations IPRES, CSS, Registre du commerce).



**Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP):**

- Se conformer à l'article 78 du CMP et à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur mise en œuvre de la procédure de DRP;
- Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions des membres de la Commission des Marchés;
- Veiller à archiver les offres des soumissionnaires conformément à la réglementation relative aux principes de transparence, d'équité et d'impartialité à la passation des marchés;
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 53 du CMP relatives aux seuils de DRP;
- Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP, qui stipule que l'Autorité Contractante doit évaluer le montant estimé des fournitures et de s'assurer de l'existence de crédits préalables suffisants, le cas échéant, obtenir les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché est soumise conformément au Code des Obligations de l'Administration;
- Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande, qui fixe le minimum et le maximum de fournitures, arrêtées en valeur ou en quantité, susceptibles d'être commandées au cours d'une période déterminées;
- Veiller à se conformer à l'article 70 du CMP relatif à l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence;
- Veiller à vérifier la recevabilité des offres en application des articles 43 et 44 du CMP, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du CMP. A cette fin, les critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à l'article 59 du CMP;
- Veiller à informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Il s'agit d'une disposition strictement légale qui s'impose à toutes les A.C, afin de permettre aux candidats mécontents de faire des recours et réclamations à bon escient.

#### 4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Veiller à archiver les contrats afin de nous faciliter nos travaux de contrôles sur l'exécution financière et de respecter la réglementation relative aux principes de transparence sur l'exécution du marché.

### V. STATISTIQUES DES ANOMALIES

#### 5.1. Statistiques sur les anomalies de l'Appel d'Offres Ouverts (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à l'acquisition d'un groupe électrogène sont les suivants:

- a) Non-respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés;
- b) Violation de l'article 67.2 du CMP relatif à l'ouverture des plis en séance publique;
- c) Violation de l'article 67.4 du CMP: Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats;
- d) Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères de qualification (capacité financière, attestation de services faits d deux marchés similaires, etc.) mentionnés dans le DAO;
- e) Les offres des candidats n'ont pas été archivées;
- f) Violation de l'article 44 du CMP: Défaut de fournitures de pièces administratives;
- g) Violation de l'article 83.3 du CMP: Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres;
- h) Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis de l'attribution définitive.

**Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur l'appel d'offres ouverts:**

N°	Objet	Constats n°							
		a	b	c	d	e	f	g	h
1	Service de nettoiemnts des locaux	x	x	x	x	x	x	x	x
<b>Total</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

### 5.2. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

- a) Non-respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés;
- b) Violation de l'article 78 du CMP relatif aux procédures de DRP;
- c) Lettre d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires;
- d) Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'information des candidats non retenus sur le rejet de leurs offres
- e) Violation de l'article 53 du CMP: Non-respect des seuils de DRP;
- f) Violation de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires suffisants;
- g) Violation de l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande;
- h) Violation de l'article 70 du CMP concernant l'attribution des marchés;
- i) Violation de l'article 44 du CMP sur la fourniture pièces administratives (registre du commerce, NINEA et quitus fiscal).

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les demandes de renseignements et de prix :

N°	Objet	Constats n°								
		a	b	c	d	e	f	g	h	i
1	Gardiennage des locaux	x	x	x	x					x
2	Gestion et exploitation de la cuisine	x	x	x	x	x	x			x
3	Produits d'entretien	x	x	x	x			x	x	x
4	Fournitures de bureau et consommables informatiques	x	x	x	x			x	x	x
5	Matériels hôteliers	x	x	x	x			x	x	x
6	Fournitures d'imprimés	x	x	x	x			x	x	x
7	Fournitures de matériels informatiques	x	x	x	x			x		x
<b>TOTAL</b>		<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>7</b>

## VI. ANNEXES

### *6.1. DETAIL DES COMMANDES DIRECTES*

<b>FOURNISSEURS</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>MONTANTS FCFA TTC</b>
PRA. LOUGA	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	65 390 435
MHO	PRODUITS DE RADIO	684 000
BAMBA AMAR	SERINGUE	990 000
TECHNOLOGIE SERVICES	REACTIFS	14 209 050
AIR LIQUIDE SEGOA	OXYGENE	3 770 315
DRP	PRODUITS DE LABO	8 835 982
MEDIOMET AFRIQUE	PETITS MATERIELS MEDICALS	1 938 563
DELTA MEDICAL	PETITS MATERIELS MEDICALS	838 000
KIMA HEALTH PARTENER	REACTIFS	1 037 500
AVALON PHARMA	MEDICAMENTS	18 603 340
VISION DISTRIBUTION	PRODUITS DE LABO	1 815 000
DOUBLE DOVE	PRODUITS DE SERVICES	940 000
TECHNOCAL HOUSE	PRODUITS DE LABO	750 000
GLOBAL SOURCING	PRDT DESTINES A LA VENTES	750 000
GIE FALL ET FRERES	REACTIFS	960 000
LA MAISON DU MEDECIN	PRODUITS DU BLOC OPERATOIRE	1 874 000
GIE FANKOUN FANKOUN	NETTOIEMENT	4 283 199
CARREFOUR MEDICAL	OXYGENE MEDICAL	14 655 600
-	FOURNITURE D'ATELIER ET DE MAINTENANCE	2 692 000
-	NETTOIEMENT	18 200 000
-	ACCESSOIRES ET FOURNITURES INFORMATIQUES	5 060 500
<b>TOTAL</b>		<b>169 629 684</b>

## *6.2. FICHES SYNOPTIQUES*



### APPEL D'OFFRES OUVERTS N°01-13 -S-HASM

<b>Objet</b>		<b>SERVICE DE NETTOIEMENTS DES LOCAUX</b>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		L'observateur du 29/05/2013
Date limite de dépôt des offres		28/06/2013
Date d'ouverture des offres		27/06/2013
Attributaire	<b>GIE BOOK DOLE</b>	<b>18 000 000 FCFA TTC</b>
Montant estimé		19 824 000 FCFA TTC
Date d'attribution provisoire		27/06/2013
Date d'approbation du marché		Non renseignée
Durée de validité de l'offre		90 jours
Date de notification		Non renseignée
Délai de livraison		-
Date de publication de l'attribution définitive		Non renseignée
Date de la réception provisoire		-
Date de la réception définitive		-
Il s'agit de fourniture de services de nettoyage. Les candidats suivants ont soumissionné:		
<b>N°</b>	<b>SOUMISSIONNAIRES</b>	<b>MONTANTS FCFA TTC</b>
01	GIE BOOK DOLE	18 000 00
02	GIE FANKOUN	21 240 000
03	ENTREPRISE NDAGA BA	15 840 000
04	HOLDING DIAW	16 200 000
05	HANDICAP SERVICE	18 000 000
<b>Non conformités</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et de l'attribution provisoire alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans les procès-verbaux;</li> <li>Il existe un décalage entre la date prévue pour l'ouverture des plis sur l'avis d'appel d'offres publié (28 juin 2013) et celle de la</li> </ul>		

**GROUPEMENT  
GMS/SSPM**

	<p>tenue effective de la séance (27 juin 2013). Aucun document relatif à l'avis de report n'a été joint dans le dossier;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>• Pas de preuve concernant la publication définitive de l'attribution conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires, les documents exigés dans le DAO (Capacité financière=19 000 000 FCFA, états financiers certifiés et réalisation de deux(02) marchés similaires pour les trois (03) dernières années, attestation de redevance à l'ARMP etc.) et le contrat n'ont pas été archivés. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion;</li> <li>• Veiller à joindre dans le dossier les convocations et les décharges des membres de la commission;</li> <li>• Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP;</li> <li>• Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats » ;</li> <li>• Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</li> <li>• Veiller publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;</li> <li>• Veiller à archiver les offres et les pièces en vue de nous permettre d'apprécier sur le respect de la procédure de passation;</li> <li>• Veiller à archiver le contrat conformément à la réglementation relative aux principes de transparence et d'équité sur l'exécution du marché.</li> </ul>

<b>DRP N°02-HASM/2013</b>	
<b>OBJET: GESTION ET EXPLOITATION DE LA CUISINE</b>	
Date d'invitation	26/04/2013
Date de dépôt des offres	13/05/2013
Délai de préparation des offres	17 jours
Date d'ouverture des plis	13/05/2013
Date d'attribution	16/05/2013
Attributaires	NDIAMBOUR PRETATION
Montant du marché en F CFA TTC	24 077 100
Montant estimé	14 500 000 FCFA TTC
Date du contrat	25/06/2013
Date d'approbation du marché	25/06/2013
Date de notification provisoire	06/06/2013
Date d'enregistrement du marché	02/08/2013
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné
Effet	01/07/2013
Fournisseurs consultés	Non renseigné
Il s'agit d'un marché relatif à Gestion et exploitation de la cuisine. Les candidats suivants ont soumissionné:	
<b>Soumissionnaires</b>	<b>Montants en TTC</b>
NDIAMBOUR PRESTATION	1 762 FCFA /JOUR/PERS
ROSE TRAITEUR	4 650 FCFA/JOUR/PERS
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation n'ont pas été archivées en violation de l'article 78 du CMP relatif à la procédure de DRP;</li> <li>• Les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été jointes dans le dossier;</li> <li>• Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>• Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal ;</li> <li>• Le marché estimé à 14 500 000 FCFA TTC est attribué à Ndiambour Prestation pour un montant de 24 077 100 F CFA TTC. Attestation d'existence de crédit n'a pas été mise à notre disposition. En violation de l'article 9 du code des marchés publics qui stipule que l'Autorité Contractante doit évaluer le montant estimé des fournitures et de s'assurer de l'existence de crédits préalables suffisants, le</li> </ul>

	cas échéant, obtenir les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché est soumise conformément au code des obligations de l'administration;
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous avons constaté que Ndiambour prestation, attributaire du marché, n'a pas fourni de quitus fiscal, en violation de l'article 44 du CMP ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;</li> <li>• Veiller à joindre dans le dossier les convocations des membres de la commission;</li> <li>• Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;</li> <li>• Veiller à se conformer l'article 9 du code des marchés publics qui stipule que l'Autorité Contractante doit évaluer le montant estimé des fournitures et de s'assurer de l'existence de crédits préalables suffisants, le cas échéant, obtenir les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché est soumise conformément au code des obligations de l'administration;</li> <li>• Veiller à se conformer de l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>• Veiller à archiver les offres des candidats;</li> <li>• Veiller informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>

<b>DRP N°03-HASM/2013</b>									
<b>OBJET: PRODUITS D'ENTRETIEN</b>									
Date d'invitation	26/04/2013								
Date de dépôt des offres	13/05/2013								
Délai de préparation des offres	17 jours								
Date d'ouverture des plis	13/05/2013								
Date d'attribution	16/05/2013								
Attributaires	DETHIE GAYE DJILY DIME FATOU SEYE								
Montant du marché en F CFA TTC	6 102 810								
Montant estimé	9 000 000 FCFA TTC								
Date du contrat	25/06/2013								
Date d'approbation du marché	25/06/2013								
Date de notification provisoire	06/06/2013								
Date d'enregistrement du marché	31/07/2013								
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné								
Effet	01/07/2013								
Délai de livraison	72 heures après réception du bon de commande								
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Fatou SEYE</li> <li>• GIE GUET NDAR</li> <li>• DETHIE GAYE</li> <li>• DJILY DIME</li> </ul>								
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de produits d'entretien. Les candidats suivants ont soumissionné:									
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Soumissionnaires</th><th>Prix unitaire en TTC</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DETHIE GAYE</td><td>20 000</td></tr> <tr> <td>DJILY DIME</td><td>21 350</td></tr> <tr> <td>FATOU SEYE</td><td>60 000</td></tr> </tbody> </table>		Soumissionnaires	Prix unitaire en TTC	DETHIE GAYE	20 000	DJILY DIME	21 350	FATOU SEYE	60 000
Soumissionnaires	Prix unitaire en TTC								
DETHIE GAYE	20 000								
DJILY DIME	21 350								
FATOU SEYE	60 000								
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre de fournisseurs invités est inférieur à cinq (05) en violation de l'article 78 du CMP;</li> <li>• Les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été jointes dans le dossier;</li> <li>• Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> </ul>								

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal;</li> <li>• L'AC n'a pas précisé le minimum et le maximum de fournitures dans le cahier des charges et dans le contrat conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure des marchés à commande;</li> <li>• Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies par soumissionnaires, en violation de l'article 44 du CMP;</li> <li>• Le marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, en violation à l'article 70 du CMP qui stipule de l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;</li> <li>• Veiller à joindre dans le dossier les convocations des membres de la commission;</li> <li>• Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif aux marchés à commande;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 70 du Code des Marchés Publics relatif à l'attribution;</li> <li>• Veiller informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>

<b>DRP N°04-HASM/2013</b>		
<b>OBJET: FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>		
Date d'invitation	26/04/2013	
Date de dépôt des offres	13/05/2013	
Délai de préparation des offres	17 jours	
Date d'ouverture des plis	13/05/2013	
Date d'attribution	16/05/2013	
Attributaires	Informatique junior	
	Eurograph Distribution	
	DETHIE GAYE	
	Etablissement Mamoudou TOURE	
	Holding DIAW	
	GIE Khadimou rassoul	
Montant du marché en F CFA TTC	3 649 483	
Montant estimé	8 742 400 FCFA TTC	
Date du contrat	25/06/2013	
Date d'approbation du marché	25/06/2013	
Date de notification provisoire	06/06/2013	
Date d'enregistrement du marché	24/06/2013	
Date du PV de réception provisoire	-	
Effet	01/07/2013	
Délai de livraison	72 heures après réception du bon de commande	
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"><li>• BIP DISTRIBUTION</li><li>• UTO</li><li>• NTS</li><li>• Etablissement Mamoudou TOURE</li><li>• Eurograph Distribution</li><li>• DETHIE GAYE</li><li>• TALLA FALL</li><li>• Imprimerie Multi Service Khadim Rassoul</li><li>• GIE 2 M</li><li>• Informatique junior</li></ul>	



Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de bureau et consommables informatiques. Les candidats suivants ont soumissionné:

<b>Soumissionnaires</b>	<b>Lot 1</b>	<b>Lot 2</b>
TALLA	102 005	-
EUROGRAPH	148 608	421 956
DETHIE GAYE	75 590	454 200
MAMOUDOU T	101 857	319 400
HOLDING	118 005	399 500
GIE KH	96 449	242 335
INFORMATIQUE JUNIOR	-	366000

**Non conformités**

- Les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été jointes dans le dossier;
- Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal;
- L'AC n'a pas précisé le minimum et le maximum de fournitures dans le cahier des charges et dans le contrat conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande;
- Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;
- Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

**Recommandations**

- Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;
- Veiller à joindre dans le dossier les convocations des membres de la commission;
- Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;
- Veiller à archiver les offres des candidats;
- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;
- Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif à la

	<p>procédure de marchés à commande;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller à se conformer à l'article 70 du CMP relatif à l'attribution du marché;</li><li>• Veiller à informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li></ul>
--	--

<b>DRP N°06-HASM/2013</b>							
<b>OBJET: Matériels et Fournitures hôteliers</b>							
Date d'invitation	26/04/2013						
Date de dépôt des offres	13/05/2013						
Délai de préparation des offres	17 jours						
Date d'ouverture des plis	13/05/2013						
Date d'attribution	06/06/2013						
Attributaires	DJILY DIME GIE DAROU KHOUDOSS						
Montant du marché en F CFA TTC	3 441 490						
Montant estimé	7 350 000 FCFA TTC						
Date du contrat	25/06/2013						
Date d'approbation du marché	25/06/2013						
Date de notification provisoire	06/06/2013						
Date d'enregistrement du marché	Non enregistré						
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné						
Délai de livraison	72 heures après délivrance du bon de commande						
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• GIE GAINDE FATMA</li> <li>• GIE DAROU KHOUDOSS KEUR SERIGNE LOUGA</li> <li>• GIE MAME DIARRA BOUSSO</li> <li>• IMPORT EXPORT FALL ET FRERES</li> <li>• ABD'ALY</li> <li>• DJILY DIME</li> </ul>						
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériels hôteliers. Les candidats suivants ont soumissionné :							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Soumissionnaires</th><th>MONTANTS UNITAIRES FCFA TTC</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>GIE DAROU KHOUDOSS</td><td>190 500</td></tr> <tr> <td>DJILY DIME</td><td>295 000</td></tr> </tbody> </table>		Soumissionnaires	MONTANTS UNITAIRES FCFA TTC	GIE DAROU KHOUDOSS	190 500	DJILY DIME	295 000
Soumissionnaires	MONTANTS UNITAIRES FCFA TTC						
GIE DAROU KHOUDOSS	190 500						
DJILY DIME	295 000						
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été jointes dans le dossier;</li> <li>• Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>• Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture</li> </ul>						

	<p>des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pièces administratives (Attestation Inspection du travail, Quitus fiscal et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP;</li> <li>• L'AC n'a pas précisé le minimum et le maximum de fournitures dans le cahier des charges et dans le contrat conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de marchés à commande.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;</li> <li>• Veiller à joindre dans le dossier les convocations des membres de la commission;</li> <li>• Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP sur la fourniture de pièces administratives;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif à la procédure des marchés à commande;</li> <li>• Veiller à informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>

<b>DRP N°07-HASM/2013</b>		
<b>OBJET: FOURNITURE D'IMPRIMES</b>		
Date d'invitation	26/04/2013	
Date de dépôt des offres	13/05/2013	
Délai de préparation des offres	17 jours	
Date d'ouverture des plis	13/05/2013	
Date d'attribution	16/05/2013	
Attributaires	Kadic Multiservice	
	Eurograph Distribution	
	Holding DIAW	
	Imprimerie du Fleuve	
Montant du marché en F CFA TTC	9 833 156	
Montant estimé	9 773 750 FCFA TTC	
Date du contrat	25/06/2013	
Date d'approbation du marché	25/06/2013	
Date de notification provisoire	06/06/2013	
Date d'enregistrement du marché	18/07/2013	
Date du PV de réception provisoire	-	
Effet	01/07/2013	
Délai de livraison	72 heures après réception du bon de commande	
Fournisseurs consultés	Non renseigné	
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'imprimés. Les candidats suivants ont soumissionné:		
<b>Soumissionnaires</b>		<b>Prix unitaires</b>
DETHIE GAYE		107 450
GIE La ST Louisienne		168 900
Kadic multiservices		89 394
Eurograph distriution		121 186
Holding DIAW		114 400
Imprimerie du Fleuve		62 900
GIE Khadim Rassoul		108 572
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les lettres d'invitation des fournisseurs n'ont pas été archivées en violation de l'article 78 relatif aux procédures de DRP;</li><li>• Les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été jointes dans le dossier ;</li><li>• Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li><li>• Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis</li></ul>	

	<p>alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'AC n'a pas précisé le minimum et le maximum de fournitures dans le cahier des charges et dans le contrat conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande;</li> <li>• Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;</li> <li>• Le marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, en violation à l'article 70 du CMP qui stipule de l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;</li> <li>• Veiller à joindre dans le dossier les convocations des membres de la commission;</li> <li>• Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande;</li> <li>• Veiller à informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>

<b>DRP N°08-HASM/2013</b>			
<b>OBJET: FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES</b>			
Date d'invitation	26/04/2013		
Date de dépôt des offres	13/05/2013		
Délai de préparation des offres	17 jours		
Date d'ouverture des plis	13/05/2013		
Date d'attribution	16/05/2013		
Attributaires	Attributaires	Prix unitaires F CFA TTC	
	INFORMATIQUE JUNIOR	515 000	
Montant du marché en F CFA TTC	5 160 000		
Montant estimé	5 160 000 FCFA TTC		
Date du contrat	25/06/2013		
Date d'approbation du marché	25/06/2013		
Date de notification provisoire	06/06/2013		
Date d'enregistrement du marché	18/07/2013		
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné		
Effet	01/07/2013		
Délai de livraison	72 heures après réception du bon de commande		
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"><li>• UTO</li><li>• BIP DISTRIBUTION</li><li>• GALACTUS SERVICES</li><li>• SOS INFORMATIQUE</li><li>• INFORMATIQUE JUNIOR</li></ul>		
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de bureau et consommables informatiques. Les candidats suivants ont soumissionné:			
Soumissionnaires		Prix unitaires fcfa ttc	
INFORMATIQUE JUNIOR		515 000	
<b>GROUPEMENT GMS/SSPM</b>			
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les lettres d'invitation des fournisseurs n'ont pas été archivées en violation de l'article 78 relatif aux procédures de DRP;</li></ul>		



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été jointes dans le dossier;</li> <li>• Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>• Mr Valdiodio NDIAYE n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Mr Doudou NDIAYE. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été mentionnés dans le procès verbal;</li> <li>• L'AC n'a pas précisé le minimum et le maximum de fournitures dans le cahier des charges et dans le contrat conformément à l'article 25 du CMP relatif à la procédure de passation des marchés à commande;</li> <li>• Les pièces administratives (Attestation Inspection du Travail, Quitus fiscal, Attestations IPRES et CSS) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires n'ont pas été archivées;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de DRP;</li> <li>• Veiller à joindre dans le dossier les convocations des membres de la commission;</li> <li>• Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>• Veiller à se conformer à l'article 25 du CMP relatif aux procédures de passation des marchés à commande;</li> <li>• Veiller à archiver les offres des candidats dans le dossier en vue de respecter les principes de transparence, d'équité et d'impartialité dans la procédure de passation du marché;</li> <li>• Veiller informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</li> </ul>

### *6.3. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE*

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi

N° MSAS/DGS/DES/CHRASML/CPM

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE



DIRECTION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE

Louga le 07 juillet 2015

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL

AMADOU SAKHIR MBAYE DE LOUGA



Cellule de Passation des Marchés

### REPONSES AU RAPPORT PROVISOIRE DE LA PASSATION DES MARCHES DE 2013

- Le non respect des délais lié aux procédures est généralement du au retard du vote de budget.
- L'instabilité permanente du climat social de l'hôpital c'est-à-dire les grèves syndicales rendent le système d'organisation en perpétuel mouvement.
- La cellule de passation des marchés est sous informée de certaines réalités du code des marchés qui évolue aussi. Le cumul de poste (membres de la cellule des marchés) à cause du manque du personnel qualifié dans la structure fait que certaines choses échappent la CPM.
- Concernant le n°26, il ne s'agit pas d'acquisition de centrale d'oxygène, mais plutôt d'un branchement de courant de haute tension par carrefour médical au même titre que les autres hôpitaux qui en ont bénéficié comme le CHRASML ;
- Pour le n°27 en dehors de la pharmacie nationale d'approvisionnement, les ruptures des produits pharmaceutiques connues par cette dernière font que certaines commandes sont effectuées ailleurs. Il y a aussi un montant reçu en 2013 pour l'apurement de la dette des arriérés de certains fournisseurs.
- En ce qui concerne la page 20, l'attribution du marché du nettoyage avait fait l'objet d'un recours par un soumissionnaire du nom de FANKOUN FANKOUN qui n'a finalement pas obtenu gain de cause car le recours a été classé irrecevable. Ce recours a retardé l'attribution provisoire, ce qui fait qu'à quelques mois de la fin de l'exercice, l'autorité contractante a contractualisé des prestataires pour assurer les services.

Voici quelques éléments de réponses apportés au rapport provisoire marchés 2013.

Monsieur Olivier SAMBOU, Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés du CHRASML.

Bonne réception.

Coordonnateur de la CPM

#### *6.4. REPONSE DU CABINET AUX COMMENTAIRES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE*

N°	Constats	Recommandations	Réponse de l'AC	Réponses du cabinet sur les commentaires de l'AC
26	<p>Marchés non inscrits dans le plan de passation des marchés.</p> <p>(DRP relative à l'acquisition de la centrale oxygène)</p>	<p>Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP qui stipule qu'à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.</p>	<p>Concernant le 26, il ne s'agit pas d'acquisition d'une centrale oxygène, mais plutôt d'un branchement de courant de haute tension au même titre que les autres Hôpitaux qui en ont bénéficié</p>	<p>Le cabinet prend acte.</p>
27	<p><b>Commandes directes:</b> Au cours de nos travaux, nous avons relevé des commandes directes pour un montant de 169 629 684 FCFA TTC</p>	<p>Veiller à respecter des procédures de passation des commandes publiques.</p>	<p>En dehors de la PNA, les ruptures des produits pharmaceutiques connues par cette dernière font que certaines commandes sont effectuées ailleurs. Il y'a aussi un montant reçu en 2013 pour l'apurement de la dette des arriérés de certains fournisseurs</p>	<p>Le cabinet maintient ses observations.</p>

## 6.5. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE